



Déclaration orale

Conseil des droits de l'Homme 46^{ème} Session

Point 10: Assistance technique et renforcement des capacités

Dialogue interactif avec l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'Homme en République centrafricaine

19 mars 2021

Prononcée par Michael Mutzner

L'Alliance évangélique mondiale et Caritas Internationalis saluent le travail de l'Expert Indépendant et le remercient pour son rapport oral.

Nous sommes gravement préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire depuis le mois de décembre et la reprise des hostilités par une coalition rebelle. Nous appelons tous les acteurs concernés à respecter le droit humanitaire et les droits de l'Homme, à favoriser la restauration de l'autorité de l'Etat et à respecter l'accord de Khartoum du 6 février 2019. Nous appelons les gouvernements respectifs qui soutiennent les différents acteurs nationaux à s'engager pour la paix, le dialogue, le respect des droits de l'Homme et pour l'accès humanitaire aux populations en détresse.

Nous continuons à appeler à la lutte contre l'impunité envers les auteurs de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Nous saluons la création de la Commission vérité et justice.

Les leaders religieux du pays, et notamment la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique (PCRC), de part leur autorité morale auprès de la population, jouent un rôle important pour le rétablissement de l'ordre et la réconciliation de la population. Récemment, ils se sont rendus à Bouar et à Bangassou où ils ont rencontré des déplacés, les organisations humanitaires, les jeunes, la MINUSCA, les leaders religieux et les autorités locales, ainsi que les rebelles pour écouter et engager le dialogue. En

outre, la population déplacée¹ continue à se réfugier près des lieux de cultes, sachant qu'ils y seront accueillis et protégés, quelle que soit leur confession religieuse.

Nous aimerions demander à l'Expert Indépendant, comment les leaders religieux peuvent être intégrés davantage pour contribuer à la résolution pacifique du conflit centrafricain, à la réconciliation et à la résolution de la crise humanitaire.

¹ D'après le HCR, le mois de février 2021 a connu d'importants mouvements de la population dans les deux sens: 35 178 nouveaux PDI et 26 492 retours. A Ippy, Alindao et Bossangoa, des déplacements importants ont été rapportés. Ces déplacements sont produits par la peur des affrontements à l'approche des FACA et de leurs alliés. Le retrait des groupes armés à Bambari et Bouar a conduit à une baisse relative des tensions sécuritaires ce qui a favorisé le retour des PDI dans leurs quartiers de provenance.
https://mcusercontent.com/9e62930dcdf29260cf72aa7f9/files/47302ad4-c14d-4199-86df-f34fe99ea67c/Rapport_Narratif_CMP_Fevier_2021.pdf